



editorial
Par PIERRE HASKI

Modèle suédois

Comme souvent, l'exemple vient du Nord de l'Europe. En se fixant comme objectif de se passer de pétrole dans quinze ans sans pour autant renouer avec le nucléaire, la Suède lance un défi positif au monde entier. Si ce pays riche, moderne, froid de surcroît, parvient à éliminer totalement cette source d'énergie de plus en plus chère, polluante, et, à terme, vouée à se raréfier, elle aura prouvé que c'est possible. Sans revenir à l'âge de pierre ni à l'éclairage à la chandelle. Certes, il ne s'agit pour l'heure que d'un objectif, mais il a le mérite de faire plancher les spécialistes sur un cas concret, et de frapper l'imagination des consommateurs d'énergie que nous sommes tous. La décision suédoise est la réponse la plus radicale enregistrée jusqu'ici au nouveau choc pétrolier que fait subir à l'économie mondiale la hausse du prix du baril de brut. En janvier, George Bush avait lui aussi cherché à frapper l'opinion en annonçant une réduction de 75% des importations d'or noir du Moyen-Orient d'ici à vingt ans et le développement de carburants de substitution. En France, on est encore loin de tels objectifs, tant en terme de décision politique que dans la préparation de l'opinion publique.

Anesthésiée par le cocorico nucléaire développé après le choc pétrolier de 1973, censé protéger l'Hexagone des aléas de l'or noir et garantir l'indépendance énergétique nationale, la France a trop longtemps méprisé les énergies renouvelables, à l'exception de l'hydraulique, et les carburants de substitution. Pression économique et exigence écologique commencent à peine à entamer le poids des lobbies. Le développement des biocarburants est un exemple parmi d'autres de ce qui peut être fait pour modifier la donne en France. Même si nul ne doit se faire d'illusions sur les limites de l'exercice. Il fut un temps où l'automobiliste était invité à mettre «un tigre dans son moteur»; demain, on l'incitera à y mettre de l'huile de tournesol. On y gagnera (un peu) en air pur, et... en poésie.

de Langon, une commune de Gironde. Leur utilisation a été considérée comme «illégal» par la préfecture, seul le monde agricole étant autorisé à rouler à l'huile.

La Suède met l'or noir hors course

Le pays est décidé à en finir avec le pétrole dans les quinze ans à venir.

Stockholm de notre correspondante
La Suède sera-t-elle le premier pays au monde à se débarrasser de l'or noir? Le royaume s'est donné quinze ans pour convertir son économie à l'après-pétrole. Mi-février, la Commission contre la dépendance pétrolière, nommée par le gouvernement, a entendu une quinzaine d'experts. Présidée par le Premier ministre, Göran Persson, et composée d'industriels, de chercheurs et de fonctionnaires, elle doit présenter un plan d'action d'ici à l'été prochain. Mais le pays a déjà pris une longueur d'avance en réduisant de plus de 45% sa consommation d'hydrocarbures depuis 1970. Preuve, selon les autorités, que l'objectif est réaliste.
Subventions. Fin décembre, une enquête britannique révélait que la Suède était, avec le Royaume-Uni, le seul pays européen en passe d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO₂ fixés par le

protocole de Kyoto. Le gouvernement social-démocrate veut aller plus loin, car «les changements climatiques représentent le plus grand défi de notre époque pour l'environnement», selon la ministre du Développement durable, Mona Sahlin. «Débarrassée des énergies fossiles, la Suède réduirait l'influence des variations du prix du pétrole sur son économie.»
L'idée n'est pas de substituer à l'or noir une source d'énergie unique, «mais plusieurs», précise Mona Sahlin. Parmi les pays industrialisés, la Suède est déjà, avec la Finlande, le plus grand utilisateur de biocarburants. En 2003, plus d'un quart de l'énergie consommée par le royaume provenait de sources renouvelables, contre 6% en moyenne au niveau européen. Mais la Suède doit faire mieux si elle veut réaliser ses ambitions pour 2020, car elle ne s'est pas seulement engagée à en finir avec le pétrole. Elle a aussi

choisi de sortir du nucléaire. Les établissements publics, tels que bibliothèques, piscines ou hôpitaux, devront donner l'exemple. Des subventions encourageront leur conversion aux biocarburants, tandis que des incitatifs fonciers devront convaincre les particuliers de faire de meubles sont donc mobilisés. Le PDG de Volvo, Leif Johansson, compte d'ailleurs parmi les membres de la Commission contre la dépendance pétrolière. Depuis quelques années, Saab et Volvo ont développé plusieurs modèles de «voitures vertes», qui connaissent un franc succès en Suède. Les ventes de véhicules fonctionnant à l'éthanol ont augmenté de 60% entre 2004 et 2005.
A Stockholm, les propriétaires de ces voitures vertes disposent de parkings gratuits et échappent au péage à l'entrée de la capitale.
me. Plus de 50 000 foyers se chauffent déjà aux déchets de l'industrie forestière (*Libération* du 10 décembre 2005). Le gouvernement promet d'encourager la recherche dans la production d'énergies alternatives et la rationalisation de la consommation. Le défi le plus important réside dans les transports. Voitures, bus et camions avalent les deux tiers du pétrole consommé annuellement. Les constructeurs automo-

biles sont donc mobilisés. Le PDG de Volvo, Leif Johansson, compte d'ailleurs parmi les membres de la Commission contre la dépendance pétrolière. Depuis quelques années, Saab et Volvo ont développé plusieurs modèles de «voitures vertes», qui connaissent un franc succès en Suède. Les ventes de véhicules fonctionnant à l'éthanol ont augmenté de 60% entre 2004 et 2005.
A Stockholm, les propriétaires de ces voitures vertes disposent de parkings gratuits et échappent au péage à l'entrée de la capitale. Aujourd'hui, la Suède est le plus gros consommateur d'éthanol en Europe. Pour faire face aux besoins de ses automobilistes, elle envisage de construire quatre usines de production d'«essence verte». Pourtant, tabler sur les seules énergies renouvelables ne suffira pas, selon les experts. Il faudra également jouer sur la

fiscalité. «Pour sortir de la dépendance au pétrole, il faut augmenter progressivement son prix», estime Jean-Marc Jancovici, expert en énergie (1). Au niveau d'un pays, cela signifie augmenter la fiscalité sur tous les combustibles fossiles. Au niveau international, il faut introduire des droits de douane compensatoires pour les pays qui importent des produits fabriqués là où le coût de l'énergie est faible.» Pour cet expert, la consommation énergétique de demain est déterminée par les investissements d'aujourd'hui. «Si vous intégrez une hausse constante du prix, vous n'achetez ou ne construisez plus votre logement selon les mêmes critères. Il sera mieux isolé et moins dépendant du fioul. Et dans vingt ans, la consommation du pays aura «naturellement» baissé.»
ANNE-FRANÇOISE HIVERT
(à Stockholm) et LAURE NOUALHAT
(1) Il vient de publier *le Plein s'il vous plaît*, éditions du Seuil (18 euros).